



## Assemblée générale

Distr. générale  
2 juin 2005  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-neuvième session

Points 45 et 55 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes  
issus des grandes conférences et réunions au sommet  
organisées par les Nations Unies dans les domaines  
économique et social et dans les domaines connexes**

**Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire**

### **Lettre datée du 1<sup>er</sup> juin 2005, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre que vous adresse Seyed Mohammad Khatami, Président de la République islamique d'Iran (voir annexe), et ses pièces jointes, la seconde étant le Communiqué de Téhéran adopté à l'occasion de la Conférence internationale sur l'environnement, la paix et le dialogue des civilisations et des cultures, qui s'est déroulée à Téhéran les 9 et 10 mai 2005.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session, au titre des points 45 et 55 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Mehdi **Danesh-Yazdi**



**Annexe à la lettre datée du 1<sup>er</sup> juin 2005, adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la République islamique d'Iran  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous exprimer ma profonde gratitude et mes remerciements pour votre message aimable et plein de sagesse à la Conférence internationale de Téhéran sur l'environnement, la paix et le dialogue des civilisations et des cultures, une initiative commune de la République islamique d'Iran et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, également appuyée par l'Université des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En Iran, nous sommes de fait très satisfaits par le processus de la Conférence, la participation et les débats de fond auxquels elle a donné lieu, ainsi que par le texte qui en est issu : le Communiqué de Téhéran.

La Conférence de Téhéran a réuni bon nombre d'universitaires et d'experts importants et réputés et de hauts responsables gouvernementaux qui se sont livrés à des analyses très pointues et ont pu ainsi explorer plus avant les liens entre l'environnement et la paix et la sécurité. Elle a également été l'occasion d'aborder la question de la reconstruction après un conflit en cas de dommages infligés à l'environnement et de souligner qu'il était impératif de mettre au point de nouveaux instruments juridiques internationaux pour garantir l'intégrité de l'environnement pendant les conflits armés.

Les participants à la Conférence ont également étudié dans quelle mesure le dialogue en tant que tel – et partant celui des civilisations et des cultures – pouvait et devait contribuer à la promotion de la paix et de la sécurité comprises comme conditions préalables et absolument nécessaires à l'efficacité et à l'utilité des mesures de préservation, de protection et de gestion à long terme de l'environnement. Ils sont partis du principe qu'un dialogue véritable à l'échelle mondiale, incluant tous les acteurs concernés sans exception, était seul gage d'une coopération internationale effective et fructueuse dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne l'environnement.

Vous noterez, j'en suis convaincu, que les participants à la Conférence ont dûment prêté attention aux valeurs associées à un authentique multilatéralisme et à la gouvernance démocratique mondiale que nous partageons et prisons tous. Je souscris à cet égard entièrement à leur point de vue : « un multilatéralisme dynamique qui soit ouvert et démocratique, directement lié à la démocratie à l'échelle nationale et renforcé par elle, constitue pour la communauté internationale la meilleure chance d'un avenir fondé sur le respect, la tolérance, la gouvernance responsable, les droits de l'homme et l'intégration ». C'est aussi à juste titre que les participants ont mis l'accent sur le fait que le principe démocratique ne doit pas être oublié dans le cadre de la poursuite du processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies – principe auquel je ne doute pas d'ailleurs que vous soyez vous-même très attaché.

Les participants à la Conférence de Téhéran ont formulé un certain nombre de conclusions et de recommandations concrètes, y compris à l'intention de l'Organisation des Nations Unies et de la famille des Nations Unies, qui doivent recevoir l'attention qu'elles méritent à différents niveaux. Ils ont également appuyé une idée chère à mon cœur, que j'avais proposée au mois d'avril dernier à

l'UNESCO, concernant le lancement d'un forum mondial pour la promotion du dialogue des civilisations et des cultures. C'est une question à laquelle j'entends me consacrer à titre personnel une fois que j'aurai quitté mes fonctions dans quelques mois.

Conformément à la recommandation explicite des participants à la Conférence, j'ai le plaisir de vous transmettre le texte du Communiqué de Téhéran, pour votre information, mais aussi à titre de contribution au Sommet sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, qui doit se dérouler en septembre 2005 à New York.

Le Président de la République Islamique d'Iran  
(*Signé*) Seyed Mohammad **Khatami**

## **Pièce jointe I**

### **Conférence internationale sur l'environnement, la paix et le dialogue des civilisations et des cultures**

**Téhéran, 9 et 10 mai 2005**

Organisée conjointement par le Ministère de l'environnement de la République islamique d'Iran et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et coparrainée par l'Université des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Conférence internationale sur l'environnement, la paix et le dialogue des civilisations et des cultures s'est déroulée à Téhéran les 9 et 10 mai 2005. Elle a été ouverte par Seyed Mohammad Khatami, Président de la République islamique d'Iran, le lundi 9 mai 2005. Klaus Toepfer, Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du PNUE, a transmis un message de Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux participants à la Conférence, et prononcé un discours liminaire.

La séance plénière d'ouverture a été suivie de neuf séances de travail au cours desquelles des universitaires, des experts et des représentants de la société civile se sont réunis pour étudier les moyens de relever les défis qui se présentent à la communauté internationale en cette ère d'incertitude mondiale où les conflits et les dégradations de l'environnement sont de plus en plus fréquents et combinent leurs effets néfastes en un cercle vicieux qui remet en question l'existence d'une société et d'une civilisation mondiales ouvertes et pacifiques vivant dans l'harmonie avec la nature. Les hauts représentants des gouvernements qui ont assisté à la Conférence ont participé à une table ronde ministérielle spéciale consacrée à un échange de vues sur la problématique de la Conférence de Téhéran. L'unicité de la création et l'idée que tous les hommes ont un destin commun et partagent un même environnement mondial ont servi de fondements aux débats.

La Conférence s'est déroulée sous la présidence de Massoumeh Ebtekar, Vice-Président et Ministre de l'environnement de la République islamique d'Iran. Elle a été l'occasion d'un débat riche et approfondi sur toute une série de thèmes ayant trait à l'environnement, à la paix et au dialogue.

Kamal Kharrazi, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, a fait une déclaration à la séance de clôture de la Conférence, le 10 mai 2005.

## Pièce jointe II

### Communiqué de Téhéran

Les participants à la Conférence ont réaffirmé la fraternité de tous les peuples et consacré la vision d'une civilisation mondiale enrichie par les échanges pacifiques entre individus, cultures, religions, perspectives et États. La nature de plus en plus éclatée du discours mondial, marqué par le sous-développement, la pauvreté, l'insécurité et l'aliénation dans de vastes régions du monde, ainsi que par une concentration de plus en plus importante des richesses associée à des modes de consommation excessifs et à une tendance à la dégradation de l'environnement, a eu pour effet d'aggraver les tensions et l'insécurité au niveau mondial. Les participants ont donc reconnu que le principe 25 énoncé dans la Déclaration de Rio, à savoir que la paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables, était d'une importance plus cruciale que jamais.

Il importe de concevoir une nouvelle forme de dialogue entre les civilisations et les cultures, fondée sur le respect et la reconnaissance mutuels. Un tel dialogue de portée globale, et dont l'environnement constituerait un thème important, permettrait de régler les problèmes d'une manière satisfaisante pour tous, de redynamiser le cadre multilatéral, de développer des méthodes efficaces de renforcement de la confiance, de formuler des stratégies pour éviter les conflits et de prendre des décisions fructueuses à partir d'approches collectives, dans le respect des valeurs éthiques et spirituelles.

Cette nouvelle forme de dialogue s'impose tout particulièrement au regard des nouvelles menaces environnementales à l'impact destructeur qui sont observées à l'échelle planétaire, comme les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les problèmes chimiques ou la réduction de la diversité biologique. Un dialogue réel permettrait de formuler des stratégies plus efficaces pour s'attaquer à ces problèmes de manière intégrée et amener les acteurs concernés à faire preuve de volonté politique.

Les tendances à l'accélération de la dégradation de l'environnement et à l'aggravation de la pauvreté aux niveaux local, national et mondial ont pour effet d'accroître la compétition pour des ressources limitées comme la terre et l'eau et peuvent constituer les détonateurs potentiels d'un conflit violent. La rapidité des changements environnementaux associée à l'insécurité et à la perte de moyens de subsistance minent la résilience des sociétés et aggravent leur vulnérabilité. L'adoption d'une approche ouverte fondée sur le dialogue peut marquer le lancement d'une coopération permettant de trouver des solutions communes aux problèmes des ressources partagées. Un tel dialogue est porteur de réconciliation, de compréhension mutuelle de paix et de développement durable.

Comme démontré à de nombreuses reprises récemment, l'environnement et la santé humaine pâtissent de plus en plus souvent de conflits violents qui ne respectent pas les conventions internationales et les règles de conduite en vigueur. Il faut adopter des accords internationaux contraignants, assortis de mécanismes d'application, de contrôle et d'indemnisation clairs pour protéger les ressources naturelles, notamment en eau douce, l'environnement et la santé des populations civiles lors des conflits armés, étant donné le potentiel immensément destructeur des armes contemporaines. Une telle initiative devrait s'accompagner du déploiement de

nouveaux efforts aux fins du désarmement et de la démilitarisation à l'échelle régionale et mondiale.

L'impact des conflits sur le plan environnemental devrait être convenablement évalué de manière plus efficace. Les stratégies d'assainissement de l'environnement au sortir d'un conflit bénéficieraient de l'adoption de stratégies d'exécution claires tenant compte des différents facteurs sociaux, économiques et politiques. Ce type d'évaluations, associées à de nouvelles structures environnementales, peut également avoir pour effet de renforcer la confiance entre les anciennes parties du conflit.

Il est urgent de rappeler, de revaloriser et de raviver les importants messages éthiques et spirituels portant sur la protection de l'environnement comme création de Dieu qui sont communs à toutes les fois, ainsi que leur message central de paix, de tolérance et d'harmonie. Un tel processus permettra de renforcer la notion d'éthique mondiale et les traditions spirituelles qui sont essentielles pour une bonne gestion de l'environnement.

Un multilatéralisme dynamique qui soit ouvert et démocratique, directement lié à la démocratie à l'échelle nationale et renforcé par elle, constitue pour la communauté internationale la meilleure chance d'un avenir fondé sur le respect, la tolérance, la gouvernance responsable, les droits de l'homme et l'intégration. La tendance actuelle à la fragmentation des cadres institutionnels autour de frontières sectorielles est un problème transversal à tous les secteurs qui a une incidence sur la manière dont les décisions financières sont prises.

Une fois engagé, ce processus de réflexion et de dialogue devrait à terme ouvrir de nouvelles perspectives et permettre le développement de cadres de décision plus solides dans les institutions internationales, intégrant tous les aspects de l'environnement, de la paix, de la sécurité et du développement.

La réforme de l'Organisation des Nations Unies doit être poursuivie d'une manière qui soit fidèle à l'esprit de la Charte et d'un multilatéralisme authentique et donner à la communauté internationale l'espoir de voir un jour l'avènement d'un multilatéralisme efficace fondé sur les principes de la compréhension et du respect mutuels et du dialogue. Ainsi pourront être atteints les principaux objectifs que sont la promotion de la paix, la sécurité, la liberté, la démocratie, le respect de la dignité humaine et le respect de la création. Pour porter ses fruits, le processus de réforme doit être démocratique et tenir compte de tous les points de vue et respecter les droits de tous les peuples et nations, grands ou petits.

Il est nécessaire d'améliorer l'efficacité de la coordination intersectorielle au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'engager à cette fin un dialogue dans le cadre de l'Organisation, afin de fixer des objectifs communs et de favoriser véritablement la bonne gouvernance avec l'aide de pays honorant leurs engagements.

### **Conclusions et recommandations**

- Les êtres humains, en tant qu'entité collective, commencent seulement à être conscients que la Terre est à tous, mais ils ne se sont pas encore rendu compte qu'ils ont également un destin commun;

- L'humanité doit partager une nouvelle vision de sa destinée commune pour créer une culture de paix et de solidarité universelles qui permette d'instaurer un environnement où la pauvreté, les guerres, la peur, la violence et l'insécurité n'auront plus cours. La reconnaissance du fait que l'environnement est notre patrimoine commun, dans le cadre d'un dialogue des civilisations et des cultures, peut être un premier pas en ce sens;
- Il est fondamental de continuer d'approfondir et d'élargir le processus du dialogue des civilisations et des cultures, en concevant et en élaborant des mécanismes et des arrangements concrets, notamment des propositions comme celles faites par le Président Khatami lors de la récente réunion de l'UNESCO consistant à établir un forum mondial pour la promotion du dialogue des civilisations et des cultures;
- Le PNUE devrait continuer d'approfondir l'initiative sur l'environnement, la paix et le dialogue et envisager d'organiser des réunions internationales, par exemple chaque année, dans le cadre des mesures concrètes prises pour donner suite à la Conférence de Téhéran – et dans différentes régions du monde pour faire progresser ce dialogue;
- Des efforts devraient être déployés pour mieux comprendre les problèmes en matière de sécurité et d'environnement et faire le lien avec les débats plus larges sur la sécurité. Il faudrait effectuer davantage d'évaluations sur plusieurs grandes questions en tenant compte simultanément des facteurs de l'environnement, du développement et de la sécurité;
- Il faut redoubler d'efforts pour inviter davantage d'acteurs à participer à ce processus, notamment des représentants de la société civile, des universitaires, des chercheurs et des scientifiques, et des maires et des parlementaires. À cet égard, il est essentiel de lancer un programme d'information plus efficace aux fins du développement durable à tous les niveaux;
- La création d'une commission de consolidation de la paix, comme proposée dans le cadre de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, peut peut-être contribuer à la réalisation des objectifs fixés lors de la présente Conférence. Le mandat d'une telle commission devrait dès le début faire référence au renforcement de la paix en rapport à l'environnement, à la pauvreté, au développement et à la sécurité;
- On pourrait envisager d'organiser des forums sur :
  - Le dialogue à des fins de prévention et le renforcement de la confiance;
  - Le règlement des conflits;
  - La restitution des biens à l'issue d'un conflit;
- Les valeurs culturelles, éthiques et spirituelles doivent de nouveau être pleinement intégrées aux stratégies relatives à l'ouverture d'un dialogue pour la paix, la sécurité et le développement.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde divisé par les malentendus, les suspicions et les sujets de méfiance entre les peuples, les nations et les États. Il est de notre responsabilité et de notre devoir d'engager un dialogue qui puisse ramener l'espoir et l'optimisme et qui soit fondé sur la compréhension et le respect mutuels. C'est l'engagement que nous prenons ici à Téhéran en ce 10 mai 2005. Nous

décidons que le Communiqué de Téhéran soit officiellement soumis par le Gouvernement de la République islamique d'Iran au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies comme message à l'occasion du Sommet sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, qui doit se dérouler en septembre 2005 à New York.

---